

TRAVAIL DE LA COMMISSION SUR LA RÉFORME DU BAC

Dernière ligne droite

La commission chargée de la réforme du bac s'est réunie, hier, pour finaliser les dernières retouches. Le ministère de l'Education devra annoncer bientôt sous quelle forme se dérouleront les épreuves l'année prochaine.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Épreuves orales, deux sessions ou épreuves continues ? La commission chargée de la réforme de l'examen du baccalauréat devra trancher pour l'une de ces trois options pour réduire les jours de l'examen de cinq jours à trois jours.

Hier, c'était la dernière ligne droite pour les membres de cette commission qui se sont réunis une dernière fois pour établir le nouveau format du bac. Le ministère de l'Education devra ensuite présenter le rapport final au gouvernement pour approbation.

Pour rappel, réduire les jours de cet examen fait partie des



Photo : Samir Sid

Les jours des examens seront réduits à trois jours.

deux cents propositions issues de la conférence nationale de la mise en œuvre de la réforme dans le secteur de l'éducation qui s'est déroulée le mois de juillet dernier. Les syndicats et les parents d'élèves ainsi que le Premier ministre sont tombés d'accord sur le principe que cinq jours de stress, c'est beaucoup pour les candidats. D'où l'idée de réduire les jours de l'examen.

Restait à définir le meilleur moyen d'y arriver. Cependant, selon les membres de la commission, la piste de la suppression de cet examen n'est pas totalement exclue. «Toutes les pistes sont à l'étude et rien n'est exclu», a déclaré Abdelouahab Guellil, chef de cabinet au ministère de l'Education.

Pour Idir Achour, coordonnateur du Conseil des lycées

d'Algérie (CLA), la suppression du bac demande encore du temps. Pour Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest «si on fait une réforme globale, il faut mettre une barrière à l'entrée du lycée, si on laisse les portes des établissements secondaires ouvertes pour tout le monde quel que soit le niveau, le bac reste un examen indispensable».

S. A.

ÉPREUVES PARTIELLES DU BAC

Une légère révision est suffisante, selon des spécialistes

Une partie des candidats au bac a un deuxième rendez-vous avec les examens à partir du 19 juin prochain. Les scientifiques, en particulier, doivent recomposer sept matières pour cinq autres jours d'examen. Comment préparer ces deuxièmes révisions ? Les candidats doivent-ils reprendre avec le même rythme que durant leurs anciennes révisions ? Une légère révision est suffisante, conseillent des pédagogues et des enseignants.

Le candidat ne doit pas s'épuiser et s'imposer un rythme accéléré, une nouvelle fois. Selon eux, cinq jours sont d'ailleurs largement suffisants pour remettre à jour ses connaissances. Ça ne nécessite pas de se forcer, conseille Mohamed Bedrina, pédagogue. Le candidat aura certainement la sensation d'avoir tout oublié de ses révisions, mais les informations déjà acquises durant ses anciennes révisions sont toujours emmagasinées chez lui, rassure-t-on. C'est pourquoi, recommande M. Bedrina, «les parents ne doivent pas mettre de pression sur leurs enfants». La ministre de l'Education nationale a indiqué que les établissements scolaires resteront ouverts pour les candidats qui souhaiteraient faire des révisions.

S. A.

ARRÊTÉ À KADIRIA EN MARS DERNIER

20 ans de prison pour le terroriste «Abou El Djoud»

La session criminelle, qui clôturait ses travaux ce lundi, a eu à traiter, lors de ce dernier jour, l'affaire du terroriste Rabah D., alias «Abou El Djoud», arrêté par les éléments de l'ANP lors d'une offensive menée dans la région de Kadiria, à 30 kilomètres au nord-ouest de Bouira, plus exactement sur les hauteurs d'Ouled Belfodhil.

Pour rappel, cette offensive s'était soldée, comme nous le rapportons dans l'édition du *Soir d'Algérie* du 5 mars 2016, par l'élimination de deux terroristes et la capture de deux autres, Rabah D., âgé de 43 ans et blessé à l'épaule, et H. S., âgé de 32 ans et natif d'Ammal dans la wilaya de Boumerdès, blessé à la jambe, et la récupération de leurs armes, des pistolets automatiques de type

kalachnikov, des munitions, des téléphones portables et des lunettes à vision nocturne ; selon le communiqué rendu public à l'époque par le MDN. Ce lundi, le terroriste «Abou El Djoud», qui était présent à la barre, devait répondre des chefs d'inculpation d'appartenance à une organisation terroriste, assassinat d'agents de l'ordre, création d'un climat d'insécurité et racket de citoyens. Lors de la

lecture de l'arrêt de renvoi de Rabah D., qui était poursuivi dans sept affaires différentes mais toutes liées au terrorisme, l'on apprend que celui-ci avait rejoint le maquis terroriste en 2004 pour activer sous la houlette de la phalange Eccham qui activait dans la région de Draï El Mizan, dans la wilaya de Tizi-Ouzou avant de rallier la phalange Al Farouk qui active sur l'axe Lakhdaria - Kadiria - Aomar, et dont le chef n'est autre que le tristement célèbre Guerache Boudjemâa qui est actuellement soupçonné de rallier le groupe Jund Al Khalifa qui a fait allégeance à Daesh. Dans le même arrêt de renvoi, l'on apprend également que moins d'une année

après avoir rejoint le maquis, le terroriste Rabah D. s'était illustré par l'assassinat, en 2005, de son cousin, puis quelque temps après, par la pose d'une bombe qui a explosé au passage d'une patrouille de gardes communaux dans la région de Krarib, causant la mort du chef du détachement. Le prévenu est cité également dans plusieurs actes de sabotage à l'explosif du pipeline Hassi-R'mel - Dellys, ainsi que le racket des citoyens et des villageois dans ces localités éloignées d'Aomar.

Ce lundi et tout en niant être derrière l'assassinat de son cousin et celui du chef de détachement de la garde communale, ou encore le rac-

ket de citoyens, alors que plusieurs témoins qui étaient appelés à la barre l'ont largement reconnu, Rabah D. a néanmoins reconnu son adhésion à un groupe terroriste tant il était arrêté en plein maquis les armes à la main.

Cela étant, après avoir entendu tous les témoins et après avoir répondu à plusieurs questions posées par le juge et d'autres membres du jury, le parquet a requis la perpétuité. Après délibérations qui ont eu lieu tard dans l'après-midi d'avant-hier, le prévenu Rabah D., alias «Abou El Djoud», reconnu coupable, a été condamné à 20 ans de réclusion criminelle.

H. M.

TRIBUNAL DE OUARGLA

Quatre années de prison ferme pour 7 ressortissants libyens

Le tribunal criminel près la Cour d'Ouargla a condamné hier sept ressortissants étrangers (libyens) à quatre années de prison ferme, pour détention d'armes et de munitions et entrée illégale en territoire national. Les mis en cause, âgés entre 44 et 70 ans et répondant aux initiales de T. M. M., K. M. T., A. M. M., C. M. B., A. M. M., A. G. M., T. S. M., ont également écopé d'une amende de 100 000 DA.

Selon l'arrêt de renvoi, l'affaire remonte au 12 janvier dernier lorsqu'un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a intercepté dans la wilaya d'Illizi, dans une zone frontalière avec la Libye, à 1,8 kilomètre à l'intérieur du territoire algérien, les mis en cause vêtus de tenues militaires, à bord de véhicules tout terrain, après les avoir encerclés et procédé à des tirs de sommation.

L'opération a donné lieu à la récupération d'armes à feu de catégorie 1 et 4, dont des fusils automatiques, mitrailleurs et à répétition, ainsi que des fusils de chasse semi-automatiques, un lot de munitions et des matériels militaires divers.

Le représentant du ministère public avait requis des peines de 10 années de prison fermes à leur encontre.

APS

TIZI-OUZOU

Réouverture de 31 bureaux de poste fermés pour des raisons sécuritaires

Au moins 31 bureaux de poste répartis à travers la wilaya de Tizi-Ouzou et fermés pour «raisons sécuritaires» ont rouvert leurs portes récemment, a-t-on indiqué hier à la wilaya.

Les localités concernées par cette mesure de réouverture sont Boudjima, Agouni Gueghrane, Akerrou, Taguemount Azouz, Tikobaine, Ifigha, Ighil Bouzrou, Tizi N'Tlata, Iboudrarene, Illoula Oumalou, Tala Bouzrou, Frikat, Djemaâ Saharidj, Agouni Bouafir, Adila-Tamdikt, Agouni Bouragh, Izarazene, Mechtras, Ait Idja, Beni Mendes, Bounouh, Ait Bouadou, Aït Sidi-Saïd, Tizi Lilane, Tizi Tzougart, Berkoka, Aït Aggouacha, Tabouda, Akaoudj, et Cheurfa N'Bahloul, ainsi que celui de l'université Mouloud-Mammeri (chef-lieu de wilaya), a-t-on précisé dans un communiqué diffusé hier par la cellule

de communication de la wilaya. «Ces bureaux, rouverts au public, sont dotés de superstructures métalliques réalisées par les services des communes concernées», a indiqué la même source, relevant que «les quelques bureaux délocalisés et qui travaillent à portes fermées sont en voie de réouverture».

La réouverture de ces agences postales a été décidée par le wali en réponse aux doléances des citoyens et formulées à l'occasion des visites de travail effectuées par le chef de l'exécutif dans les 67 communes de la wilaya. «La réouverture permettra de prendre en charge les préoccupations



Photo : DR

Les quelques bureaux délocalisés sont en voie de réouverture.

des citoyens et des collectivités locales», a-t-on indiqué.

Cette mesure s'inscrit également dans le cadre de la politique de rapprochement du service public du citoyen. La réouverture des bureaux de poste évitera aux citoyens, notamment aux personnes

âgées et handicapées, d'effectuer de longs déplacements vers d'autres localités, parfois jusqu'au chef-lieu de wilaya pour certains, pour retirer leur pension ou salaire, ont indiqué à l'APS des présidents d'APC concernés par cette démarche.

APS